

*Questions orales***LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**

LE NICARAGUA—L'ATTAQUE CONTRE LE PROJET SOUTENU PAR LE GROUPE *FARMERS FOR PEACE*

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, je veux adresser une question au vice-premier ministre. Nous apprenions la semaine dernière qu'une activité de coopération canadienne au Nicaragua soutenue par le groupe *Farmers for Peace* qui, comme le député le sait, est très actif dans sa propre province, a été la cible d'une attaque meurtrière qui a entraîné de lourds dégâts matériels de la part des Contras, qui sont soutenus et financés par les États-Unis.

La dernière fois qu'une telle attaque a été perpétrée, les protestations du gouvernement canadien auprès des autorités américaines n'ont absolument rien donné. Le premier ministre juge-t-il opportun de communiquer avec ses collègues qui participent à la conférence du Commonwealth, le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, pour leur demander de protester le plus vigoureusement possible, une fois de plus, contre les agressions qui visent des activités de coopération canadiennes?

Le moment n'est-il pas venu pour le gouvernement de se prononcer sans équivoque contre le maintien de l'aide américaine aux Contras, qui s'en prennent maintenant à des activités de coopération soutenues par des Canadiens au Nicaragua?

[Français]

**M. Jean-Guy Hudon (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, nous avons effectivement été mis au courant le 9 octobre dernier de l'attaque de ce projet. D'ailleurs, la première attaque avait été dénoncée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. On en avait même parlé avec M. Shultz à l'époque. Nous avons demandé un rapport à notre ambassadeur de ce pays et nous suivons les événements de très près.

● (1425)

[Traduction]

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE DIRE AUX AMÉRICAINS DE CESSER LEUR AIDE AUX CONTRAS

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, je suis désolé, mais cela ne répond pas à la question. On s'en prend au projet une deuxième fois. Manifestement, la première protestation n'a absolument rien donné.

Étant donné surtout le fait qu'aujourd'hui, on a décerné le prix Nobel de la paix au président Arias, du Costa Rica, qui invite les autres pays à se prononcer contre l'aide apportée aux Contras, je voudrais demander au gouvernement s'il aura le courage de dire aux Américains qu'ils doivent cesser d'aider les Contras, d'attaquer nos projets et de mettre en danger des vies humaines.

[Français]

**M. Jean-Guy Hudon (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, la première attaque a été vertement condamnée par le ministre à la Chambre des communes; elle a fait l'objet de présentations. Nous condamnons évidemment la deuxième attaque et nous suivons de très près les événements. Nous prendrons les mesures appropriées.

[Traduction]

**LE COMMERCE EXTÉRIEUR**

L'ÉNERGIE—LES CONSÉQUENCES DE L'ACCORD COMMERCIAL AVEC LES ÉTATS-UNIS

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances ou au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, c'est-à-dire au ministre qui répond aujourd'hui aux questions concernant l'accord commercial qui a été paraphé en principe par le Canada et les États-Unis, il y a une dizaine de jours.

D'après les journaux d'aujourd'hui, le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard aurait déclaré que dans toutes les discussions conduisant à l'accord proposé, le premier ministre du Canada n'a jamais parlé des pourparlers qui se déroulaient au sujet de l'important secteur de l'énergie.

Le gouvernement pourrait-il confirmer non seulement qu'il n'a jamais discuté d'énergie avec les premiers ministres provinciaux avant le week-end au cours duquel l'accord a été conclu, mais également que lorsque le premier ministre a rencontré ses homologues provinciaux, le vendredi précédant l'approbation en principe de l'accord, il n'a pas parlé de la question de l'énergie, même si elle touche énormément les provinces? Le gouvernement va-t-il confirmer cette affirmation incroyable de la part du premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, il faut souligner au député que l'accord en question tend à améliorer les échanges commerciaux et à faire disparaître les barrières douanières entre les deux pays dans le secteur énergétique.

Il ne touche absolument pas la réglementation. On se contente de supprimer les barrières douanières entre les deux pays, ce qui aura pour effet d'encourager vivement les investissements dans nos ressources énergétiques et, par le fait même, d'accroître notre sécurité d'approvisionnement. En effet, les investisseurs au Canada seront davantage incités à investir sachant qu'ils n'ont plus à surmonter les obstacles qui restreignent le marché depuis un certain nombre d'années.

**M. Broadbent:** A l'instar de son collègue, la semaine dernière, le ministre doit être à l'écoute de Radio-Pékin, car il n'a absolument pas répondu à la question.

**LE RÔLE DES PROVINCES**

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, l'article 92A de la constitution de 1982 donnait aux provinces des pouvoirs bien précis au sujet du contrôle, de l'exploitation et de la gestion de leurs ressources. Ainsi, le gouvernement ne croit-il pas que d'un point de vue moral, il aurait dû consulter les provinces au sujet de l'énergie? En outre, étant donné les nouveaux engagements que le gouvernement fédéral entend prendre relativement aux prix établis par les provinces au Canada, ne juge-t-il pas que l'accord de ces dernières est nécessaire en vertu de la constitution, afin que l'entente en question et les dispositions qu'elle renferme au sujet de l'énergie, aboutissent?